#015/17.12.2025/A/1021#

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2025

Objet n° 21 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Hasan Koyuncu, Président du conseil; Mme Audrey Henry, Bourgmestre; MM. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Echevin; Mme Gudrun Willems, Echevine; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; M. Thomas Eraly, Echevin; M. Quentin Van Den Hove, Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Ibrahim Donmez, Mme Leila Lahssaini, M. Yusuf Yildiz, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, M. Elias Ammi, Mmes Barbara Trachte, Isabelle Durant, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Justine Harze, Echevine; MM. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mmes Chloé Deguide, Ayse Yigit, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Done Sonmez, Conseiller communal.

#Objet : Règlement fixant les redevances sur les services librement demandés et la délivrance de documents administratifs – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 30 voix contre 8 et 0 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu l'article 173, de la Constitution ;
Vu les articles 117 et 137bis de la Nouvelle loi communale ;
Vu la Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des différentes catégories de cartes et documents d'identité électroniques repris dans l'arrêté ;
Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2023 relatif à la modernisation des documents de séjour et des titres de séjour délivrés aux étrangers âgés de moins de douze ans ;
Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, entré en vigueur le 05 juin 2004 ;
Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et ses arrêtés d'exécution ;
Vu le règlement de police du 16 octobre 2024 organisant les autorisations et les conditions d'exploitation des magasins de nuit, des bureaux de privés de télécommunication et des librairies-presse ;
Vu le plan de gestion triennal 2025-2027 du 24 septembre 2025 ;
Revu sa délibération du 16 décembre 2024 votant le règlement qui fixe les redevances sur les services librement demandés et la délivrance de documents administratifs ;
Considérant l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 avril 2016 annulant la disposition du règlement redevance sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents concernant la redevance réclamée de 2.500€ pour la délivrance par le Bourgmestre de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission des jeux de hasard, il convient, à la suite de cet arrêt, d'instaurer un montant correspondant au service rendu ;
Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 41, lequel prévoit que, « Pour pouvoir obtenir une licence de classe C, le demandeur doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction si c'est une personne physique. Si le demandeur est une personne morale, chaque administrateur ou gérant doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction. Le demandeur doit produire un avis émanant du service public fédéral Finances et attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses dettes fiscales, certaines et non contestées » ;
Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités de demande et à la forme de la licence de classe C et plus particulièrement son article 1er, lequel dispose que la demande de licence de classe C est introduite au moyen du formulaire joint en annexe I dudit arrêté ;
Considérant qu'il ressort du point 5 de l'annexe précitée qu'à la demande de licence de classe C doit être joint l'avis du Bourgmestre de la commune où l'établissement de jeux de hasard est exploité, disposant que toutes les conditions légales sont remplies au niveau de l'exploitation du débit de boissons concerné ;
Considérant que cet avis doit également être joint à toute demande de renouvellement d'une licence de classe C dont la période de validité est limitée à 5 ans ;
Considérant que la Commission des jeux de hasard a établi une liste des communes et/ou villes pour lesquelles l'avis du Bourgmestre doit obligatoirement être joint à la demande de licence de classe C et que la commune de Schaerbeek en fait partie ;
Considérant que l'avis qui doit être rendu dans le cadre de la demande de renouvellement de licence de classe C pour les établissements de jeux de hasard de classe III se fait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que l'avis qui doit être rendu pour une première demande ;
Considérant que l'avis qui est rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une licence de classe C implique dès lors un travail comparable à celui qui doit être fourni dans le cadre d'une première demande ;
Considérant que la délivrance d'un avis dans le cadre de l'octroi d'une licence de classe C ou d'une demande de renouvellement implique que les services communaux et de police attestent notamment des éléments suivants :

- que l'établissement est bien situé sur le territoire de la commune ;
- que l'établissement jouit ou non d'une bonne réputation ;
- que l'exploitant n'a pas fait l'objet de sanctions administratives, de mesures de polices ou de p-v d'infractions ;
- que l'établissement dispose des autorisations requises en matière d'exploitation de débits de boissons fermentées ou spiritueuses ;
- que l'établissement répond à toutes les conditions légales en termes d'urbanisme, d'environnement, d'hygiène, de sécurité et de nuisances sonores ;
- que l'exploitant jouit de ses droits civils et politiques ou, s'il s'agit d'une personne morale, que son administrateur ou son gérant ne se trouve pas dans un cas d'exclusion pour tenir un débit de boisson ;
- que l'exploitant est en ordre de paiement en matière de taxes communales relatives aux débits de boissons.

Considérant que le Bourgmestre doit également produire une copie du certificat de bonnes vie et mœurs de la ou des personnes concernées par l'obtention d'une licence de classe C ;
Considérant que l'administration communale intervient également dans le cadre de la recherche et de la constatation d'infractions à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasards, les paris, les établissements de jeux de hasards et la protection des joueurs et ses arrêtés d'exécution, en communiquant tout document utile ou tout renseignement complémentaire ainsi qu'en fournissant l'assistance des services de police aux officiers de police judiciaire et officiers auxiliaires du Procureur du Roi désignés à cet effet par la Commission des jeux de hasard (article 5 §1er, alinéas 2,3 et 5 de la loi du 7 mai 1999) ;
Considérant que la constitution d'un dossier pour arriver à un avis demande un travail considérable à la Commune et aux services de police ;
Considérant que le service qui est rendu par la Commune et les services de police, dont elle assume en partie le financement, justifie l'établissement d'une redevance qui en est la contrepartie ;
Considérant que la liberté du commerce et de l'industrie, consacrée par les articles II.3 et II.4 du code de droit économique, n'est pas illimitée et n'est en tout cas pas de nature à entraver le pouvoir de la commune d'établir une redevance destinée à couvrir des dépenses occasionnées par une activité commerciale ;
Considérant qu'une redevance de 2.575€ représente une somme de 515€ par an ou de 42,92€ par mois, soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;
Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence de classe C, ainsi que pour un avis qui doit être rendu dans le cadre d'une demande renouvellement de licence de classe C ;
Considérant qu'elle est payable dès la demande d'avis du Bourgmestre et avant la délivrance de celui-ci ;
Considérant que cette redevance couvre une période de 5 ans équivalente à la période de validité de la licence ;
Considérant par ailleurs, que la commune entend lutter contre la multiplication des jeux de bingo dans les débits de boissons installés sur le territoire de la Commune ;
Considérant que ces jeux ont des effets néfastes, que ce soit sur la santé financière, physique ou morale des joueurs ;
Considérant qu'afin de limiter le risque de dépendance et de restreindre l'assuétude des joueurs de bingos, la commune entend limiter le nombre de jeux de bingos présents dans un débit de boissons ;
Considérant que les débits de boissons sont en effet des lieux facilement accessibles et dont l'environnement est propice à pousser la clientèle à la consommation des jeux qui y sont présents ;
Considérant que, pour ces motifs, la commune entend diminuer le montant de la redevance pour les exploitants de jeux de bingos dont la licence de classe C est limitée à un jeu de bingo ;
Considérant que le bénéfice de cette diminution sera octroyé au demandeur qui fournit la preuve que le formulaire de demande de licence de classe C comporte la mention expresse que l'autorisation sollicitée vise l'exploitation d'un jeu de bingo ;
Considérant que pour ces derniers, le montant de la redevance est fixé à 1.288€ ;
Vu l'arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires entré en vigueur le 5 mars 2022 (MB du 23 février 2022), qui détermine les conditions pour l'engagement de paris dans les libraires ;
Considérant que l'avis du bourgmestre qui est rendu dans le cadre d'une demande ou de renouvellement d'une licence de classe F2 implique dès lors un travail presque aussi important que celui qui doit être fourni dans le cadre d'une licence de classe C ;
Considérant que la délivrance d'un avis dans le cadre de l'octroi d'une licence de classe F2 ou d'une demande de renouvellement implique que les services communaux et de police attestent notamment des éléments suivants :

- que l'établissement est bien situé sur le territoire de la commune ;
- que l'établissement est une librairie où au moins 200 titres différents de journaux quotidiens, hebdomadaires et mensuels avec une date de publication actuelle sont mis sur place;
- que l'engagement de paris est seulement une activité complémentaire de la librairie ;
- que l'établissement est inscrit à la Banque-carrefour des entreprises en qualité d'entreprise commerciale et n'est pas un endroit où des boissons alcoolisées sont vendues pour être consommées sur place ;
- que le libraire n'engage des paris qu'entre 6 heures et 20 heures ;
- qu'il n'y a pas d'objections au placement de maximum 4 terminaux ou applications informatiques pour l'engagement de paris dans la librairie ;
- que l'exploitant est en ordre de paiement en matière de taxes communales relatives.

Considérant que le service qui est rendu par la commune et les services de police, dont elle assume en partie le financement, justifie l'introduction d'une redevance de 1.200€ à titre de compensation ;
Considérant que la Commune souhaite réduire le risque de dépendance et freiner la dépendance au jeu ;
Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;
Vu pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 décembre 2025 et le dossier administratif ;
Vu la situation financière de la commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE :
Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances sur les services librement demandés ou sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales à qui sont délivrés, d'office ou à leur demande, les services et/ou pièces, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

§1 POPULATION – ETAT CIVIL			
I - DOCUMENTS D'IDENTITE ET ACCES AUX SERVICES ELECTRONIQUES			
1) Titres de séjour pour étrangers non européen (A,B,C,H,I,J,K,L,N)			
	a) Procédure normale :		**7,80€**
	b) Procédure urgente :		**62,40€**
2) Documents d'identité pour belges et européens ou titres F, F+, M			
	a) Procédure normale :		**8,40€**
	b) Procédure urgente :		**62,40€**
	c) Procédure d'extrême urgence avec retrait au SPF Intérieur (uniquement carte d'identité pour les nationaux) :		**53,60€**
	d) renouvellement de la carte d'identité pour les personnes âgées de 75 ans et plus (valable 30 ans) en raison de la mise hors service de la puce		**5,00€**
3) Cartes d'identité pour enfants belges et européens, ou titres F, F+, M de moins de 12 ans (Kids-ID)			
	a) Procédure normale :		**4,40€**
	b) Procédure urgente :		**56,90€**
	c) Procédure d'extrême urgence avec retrait au SPF Intérieur :		**50,60€**
4) Cartes d'identité pour enfants non-européens (A,B,C,H,I,J,K,L,N) de moins de 12 ans			
	a) Procédure normale :		**3,70€**
	b) Procédure urgente :		**47,40€**
5) Codes et clés numériques			
	a) Pour toute demande de duplicata de codes PIN/PUK		**15,00€**
	b) Clés numériques		
		i) pour les citoyens inscrits à Schaerbeek (première demande)	**15,00€**
		ii) pour les citoyens inscrits à Schaerbeek lors de délivrance d'une première attestation d'immatriculation	**Gratuit**
		iii) pour les citoyens inscrits à Schaerbeek (renouvellement)	**25,00€**
		iv) pour les citoyens non-inscrits à Schaerbeek	**50,00€**
II - PASSEPORTS ET TITRES DE VOYAGE			
	a) Procédure normale :		**25,00€**
	b) Procédure d'urgence :		
		Majeur	50,00€
		Mineur (sauf minorité prolongée)	40,00€
III - PERMIS DE CONDUIRE			
	a) Définitif		**20,00€**
	b) Provisoire		**20,00€**
	c) International		**24,00€**
IV - CONSTITUTION D'UN DOSSIER			
	a) d'état civil =naissance, reconnaissance (paternité, maternité, co-maternité), adoption, mariage, cohabitation légale et de nationalité		**100,00€**
	b) de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980 :		25,00€

	c) de changement d'adresse (par ménage)		**10,00€**
	d) de délivrance d'un premier titre de séjour en Belgique (première inscription) ou de renouvellement d'un titre de séjour à la suite d'une radiation d'office ou une radiation perte de droit de séjour (excepté pour les inscriptions en adresse de référence au CPAS)		30,00€
	e) d'inscription d'office suite à la découverte de la présence d'un citoyen/ d'un ménage sur le territoire communal sans demande de changement d'adresse		**50,00€**
	f) de changement de genre		**150,00€**
	g) de changement de nom		**150,00€**
	h) de changement de prénom		
	i. Pour toute demande sauf si simultanée à un changement de genre		
		-première demande	150,00€
		-toute demande supplémentaire	490,00€
	ii. Pour toute demande simultanée à un changement de genre		
		-première demande	15,00€
		-toute demande supplémentaire	49,00€
	iii. Pour les citoyens ne possédant pas de prénom à l'origine (dans le cadre de la demande de nationalité belge)		Gratuit
	i) Pour la cessation de cohabitation légale		
		-pour toutes les demandes sauf les demandes unilatérales	**100,00€**
		- pour toutes les demandes unilatérales	**100,00€**
V – DELIVRANCE DE DOCUMENTS			
1) Certificats, attestations et extrait émanant des registres de l'Etat civil et de la Population, réquisitoire :			**10,00€**
	Ne sont pas concernés par cette redevance: les copies d'acte, les extraits d'acte et les actes de mariage, de naissance, de décès, de nationalité et du registre supplétoire, les extraits du casier judiciaire, le récépissé de demande de placement ou d'enlèvement de monument funéraire, les certificats de résidence, de résidence avec historique, de composition de ménage, de nationalité, de vie, d'honorabilité, de moralité, de cohabitation légale, de données électorales obtenus par voie électronique (y compris les bornes de délivrance) l'annexe 12, l'annexe 18 ainsi que les modèles 2, 2bis et 8.		
2) Légalisation de signature			
	a) autorisation parentale de voyage (sauf si elle est obtenue par voie électronique)		**10,00€**
	b) pour tout autre document ne nécessitant pas de double légalisation par le SPF Affaires étrangères		**10,00€**
	c) pour tout document nécessitant une double légalisation par le SPF Affaires étrangères		**15,00€**
3) Copies conformes (sauf exception prévue par les conventions avec d'autres niveaux de pouvoir)			**10,00€**
4) Prise en charge (annexe 3bis et 32- AR 08/10/1981)			20,00€
5) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (sauf titre de séjour électronique)			
	a) Par document ou par prorogation de validité de documents. Sont concernés les annexes 3, 33, 35, 41 et 41bis, l'attestation de réception art25/2 (annexe1), l'attestation de réception art.9bis (annexe3)		**10,00€**
	b) Délivrance et toute prolongation de l'attestation d'immatriculation		**10,00€**
6) Permis de travail			**2,00€**
VI – CEREMONIE DE MARIAGE			
	a) Carnet de mariage (y compris le duplicata)		35,00€
	b) Mariage le mercredi		GRATUIT
	c) Mariage le vendredi		**GRATUIT**
	d) Mariage le samedi (carnet de mariage compris)		250,00€
	e) Mariage musical le samedi (carnet de mariage compris)		280,00€
VII – DIVERS			
1) Modification au registre national sur base de document probant :			
	a) de nom		
	i) Pour toute demande sauf application du statut personnel		30,00€

		ii) en cas d'application du statut personnel		GRATUIT
	b) de prénom			30,00€
	c) de date de naissance			100,00€
2) Etablissement d'un acte d'état civil sur base d'un acte d'état civil étranger en vertu de l'article 68 § 1er du Code civil (ex-transcription)				40,00€
3) Recherche de renseignements dans les registres, par heure et toute heure entamée doit être payée :				**50,00€**
4) Aide linguistique, par visite :				20,00€
5) Introduction d'actes étrangers dans la BAEC - tous les actes déposés au même moment (par dossier / par demande)				**50,00€**
§2 URBANISME – TRAVAUX				
1) Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :				
	a) Attestation de conformité pour un hébergement touristique :			
		- pour les hébergements touristiques de trois chambres ou moins		100,00€
		- pour les hébergements touristiques de quatre chambres ou plus		200,00€
	b) Les permis et certificats d'urbanisme sous format papier ayant pour objet :			
		- construire, reconstruire, transformer et/ou placer une installation fixe (ex. terrasse)		350,00€
		- modifier la destination ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien bâti ou non bâti (ex. parking)		350,00€
		- construire, reconstruire, transformer, modifier la destination et/ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien bâti en vue d'augmenter le nombre de logements		
			a. pour le 1e logement supplémentaire	500,00€
			b. à partir du 2ème logement supplémentaire, par unité	250,00€
			la redevance maximale pour la modification du nombre de logement est limitée à 5.000 € par demande.	
		- placer des dispositifs de publicité		1.000,00€
		- placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne		250,00€
		- autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition, prorogation de permis…)		100,00€
		- en régularisation d'une infraction constatée entraînant :		
			a. un procès-verbal d'infraction urbanistique	1.500,00€
			b. une mise en demeure	1.000,00€
	c) Les permis et certificats d'urbanisme sous format digital ayant pour objet :			
		- construire, reconstruire, transformer et/ou placer une installation fixe (ex. terrasse)		200,00€
		- modifier la destination ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien bâti ou non bâti (ex. parking)		200,00€
		- construire, reconstruire, transformer, modifier la destination et/ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien bâti en vue d'augmenter le nombre de logements		
			a. pour le 1e logement supplémentaire	500,00€
			b. à partir du 2ème logement supplémentaire, par unité	250,00€
			la redevance maximale pour la modification du nombre de logement est limitée à 5.000 € par demande.	
		- placer des dispositifs de publicité		1.000,00€
		- placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne		250,00€
		- autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition, prorogation de permis…)		50,00€
		- en régularisation d'une infraction constatée entraînant :		
			a. un procès-verbal d'infraction urbanistique	1.500,00€
			b. une mise en demeure	1.000,00€
	d) les demandes de permis et certificats d'urbanisme réintroduites suite à l'application de l'article 178/2 du CoBAT sur les demandes initiales			gratuit
	e) Les permis et certificats d'environnement ayant pour objet :			
		- une déclaration de classe 3		250,00€

	- une nouvelle demande de classe 2	250,00€
	- une nouvelle demande de classe 1B	500,00€
	- une nouvelle demande de classe 1A	750,00€
	- une prolongation de permis	200,00€
	- un changement de permis de classe 2	100,00€
	- un changement de titulaire de permis	100,00€
	- une régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal	750,00€
f) Frais de reproduction de documents (photocopies)		
	Noir et blanc - A4 - par feuille	0,15€
	Noir et blanc – A3 - par feuille	0,25€
	Couleur - A4 - par feuille	1,00€
	Couleur – A3 - par feuille	1,50€
2) Documents relatifs aux adjudications publiques et aux appels d'offre généraux		
a) Cahier des charges, métrés descriptions, modèles de soumission		
	- taux fixe	5,00€
	- supplément par page ou fraction de page	0,25€
b) Plans, croquis schémas		
	- par mètre carré ou fraction de mètre carré délivré	2,50€
3) Documents relatifs aux appels d'offres restreints		
a) Cahier des charges, métrés descriptions, modèles de soumission		
	- moins de 10 pages	Gratuit
	- 10 pages	2,50€
	- supplément par page ou fraction de page au-delà de la 10ième	0,25€
b) Plans, croquis schémas		
	- moins d'un mètre carré	Gratuit
	- par mètre carré ou fraction de mètre carré au-delà du mètre carré	2,50€
4) Plan de la Commune sur papier opaque		
- au 5000ème		7,50€
- au 10000ème		6,20€
§3 ARCHIVES		
1) Reproductions de documents d'archives		
a) Demande de photocopies :		
	Noir et blanc - A4 - par feuille	0,15€
	Noir et blanc – A3 - par feuille	0,25€
b) Demande de scans :		
	Petit format – max A3 - par feuille	0,40€
	Grand format - par feuille	5,00€
	+ sur DVD	2,50€
c) Droits de reproductions :		
	Usage privé ou dans le cadre d'une recherche scientifique (mémoire, thèse, etc.)	Gratuit
	Usage public à titre informatif et non commercial	Gratuit
	Usage commercial, forfait	25,00€

2) Frais de recherches de documents d'archives			
	a) par ¼ heure :		8,50€
	b) par heure :		16,00€
		- la redevance est plafonnée à une durée de trois heures de recherches	
§4 SECRETARIAT			
Communication sous forme de copie de tout document administratif au sens de l'article 17 et suivants du Décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises ainsi que de l'article 84 de la nouvelle loi communale, par feuille :			0,15€
§5 DIVERS			
1) Etablissement de déclarations d'abattage pour la Fête du Sacrifice :			
	- hors abattoir communal schaerbeekois		15,00€
	- avec rendez-vous sur le site d'abattage communal schaerbeekois		25,00€
	Enregistrement comme abatteur		10,00€
2) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non fiscale et non contestée, à partir du 2ième rappel			15,00€
3) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense			25,00€
4) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue			
	a) de l'ouverture, de la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé		300,00€
	b) de l'ouverture, la réouverture, la reprise, d'un magasin de nuit ou d'un bureau privé pour les télécommunications (phone shops)		300,00€
	c) de dérogation aux heures d'ouverture d'un débit de boissons		300,00€
	d) de l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique		50,00€
	e) de l'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation :		
		- d'un salon de prostitution	1.500,00€
		- d'une « carrée »	250,00€
	f) de la délivrance par le Bourgmestre :		
		- de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C	2 575,00€
		- de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo	1.288,00€
		- de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de classe F2 délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires	1 200,00€

Article 4

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables anticipativement, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Dans les cas où le paiement anticipatif est impossible, notamment en raison de l'intervention d'une autre autorité, les redevances sont recouvrées par facture.

Article 5

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;
2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;
3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'exploiter un centre d'hébergement de tourisme social ;

7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle, est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
9. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;
10. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, §1, points 1 à 3 délivrés à toute personne victime de vol ou subissant les contrefaits d'un attentat pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol ou sur la perte ou destruction (dans le cas précité) des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ;
11. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
12. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;
13. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :
    - attestation d'enregistrement (annexe 8 – format papier) ;
    - document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis – format papier)
    - demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
    - demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
    - déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)
14. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.
15. La redevance prévue à l'article 3, § 1, VI, f) n'est pas due à l'occasion d'un mariage d'un membre du personnel
16. La redevance prévue à l'article 3, § 3, 2° n'est pas due à l'occasion d'une demande de recherche par un étudiant

Article 6

Toute réclamation sera introduite par écrit, à peine de nullité, auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins. Elle sera datée et signée par le réclamant ou par son représentant.
Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.
Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

Article 7

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

Article 8 - Recouvrement amiable

Dans les cas où le paiement anticipatif est impossible, le(s) redevance(s) visée(s) par le présent règlement sont payables dans les 30 jours calendrier à partir de la date d'envoi par virement au compte de l'administration communale mentionnées sur la facture et reprenant la communication structurée indiquée.

Article 9

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel gratuit est adressé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour effectuer le paiement.

Article 10

A défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais postaux sont à sa charge. Le redevable dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour effectuer le paiement.

Article 11 - Recouvrement forcé

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.
Conformément aux dispositions de Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.
Dans l'éventualité où une contrainte non-fiscale ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Article 12 - Recours contre la procédure de recouvrement forcé par contrainte non-fiscale

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la Nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.
En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Article 13

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et remplace la délibération du 16 décembre 2024 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2025.

Le Secrétaire Communal,

David NEUPREZ

ADMon COMMUNALE DE SCHAERBEEK Bruxelles-Capitale

La Bourgmestre,

Audrey HENRY

#015/17.12.2025/A/1021#

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2025

Voorwerp nr 21 van de agenda

AANWEZIG: H. Hasan Koyuncu, Voorzitter van de Gemeenteraad; Mevr. Audrey Henry, Burgemeester; HH. Vincent Vanhalewyn, Cedric Mahieu, Frederic Nimal, Abobakre Bouhjar, Martin de Brabant, Schepenen; Mevr. Gudrun Willems, Schepene; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; H. Thomas Eraly, Schepen; H. Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Ibrahim Donmez, Mevr. Leila Lahssaini, H. Yusuf Yildiz, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Marie Gervais, Farida Tahar, H. Elias Ammi, Mevr. Barbara Trachte, Isabelle Durant, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Sarah Bestrioui, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Mathias Gyselen, Salih Demirhan, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Justine Harze, Schepene; HH. Bernard Clerfayt, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Anton Schuurmans, Ufuk Narinc, Mevr. Chloé Deguide, Ayse Yigit, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Done Sonmez, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Reglement vaststellend de retributies op de vrij gevraagde diensten en de afgifte van administratieve stukken – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 8 en 0 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 173, van de grondwet;
Gelet op de artikels 117 en 137bis van de nieuwe gemeentewet;
Gelet de Wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2023 wijzigend het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de verschillende categorieën elektronische identiteitskaarten en documenten die in het besluit worden opgesomd;
Gelet op het ministerieel besluit van 28 november 2023 betreffende de modernisering van de verblijfsdocumenten en verblijfstitels afgegeven aan vreemdelingen onder de twaalf jaar;
Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (BWRO), dat van kracht werd op 5 juni 2004;
Gelet op de Ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en haar uitvoeringsbesluiten;
Gezien het politiereglement van 16 oktober 2024 betreffende de toelatingen en de uitbatingsvoorwaarden van nachtwinkels, private bureaus voor telecommunicatie en krantenwinkels;
Gezien het driejaarlijks beheersplan 2025-2027 van 24 september 2025;
Herziende het raadsbesluit van 16 december 2024 stemmend het retributiereglement op de vrij gevraagde diensten en de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;
Overwegende het arrest van de Raad van State van 18 april 2016 vernietigend de bepaling van het reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken betreffende de gevraagde retributie van 2.500€, voor de afgifte van een attest door de burgemeester, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie, het gepast is, ten gevolge van dat arrest, een bedrag in te voeren dat gelijk is aan de geleverde dienst;
Gelet de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en meer bepaald haar artikel 41, dat voorziet dat, “Om een vergunning klasse C te kunnen verkrijgen moet de aanvrager, indien het gaat om een natuurlijk persoon, volledig zijn burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie. Indien het gaat om een rechtspersoon, moeten de bestuurders en zaakvoerders volledig hun burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie. De aanvrager dient een advies voor te leggen uitgaande van de federale overheidsdienst Financiën dat aantoont dat hij al zijn vaststaande en onbetwiste belastingschulden heeft voldaan”;
Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning van klasse C en meer bepaald zijn artikel 1, dat bepaalt dat de vergunningsaanvraag klasse C wordt ingediend middels het formulier toegevoegd aan bijlage I van dit besluit;
Overwegende dat uit punt 5 van de voornoemde bijlage blijkt dat bij de vergunningsaanvraag klasse C het advies dient te worden bijgevoegd van de Burgemeester van de gemeente waar de kansspelinrichting wordt uitgebaat, bepalend dat alle wettelijke voorwaarden zijn vervuld voor wat betreft de uitbating van de betreffende drankgelegenheid;
Overwegende dat dit advies eveneens dient te worden toegevoegd aan iedere aanvraag tot hernieuwing van een vergunning klasse C waarvan de geldigheidsperiode beperkt is tot 5 jaar;
Overwegende dat de Kansspelencommissie een lijst heeft opgesteld met de gemeente en/of steden waarvoor het advies van de Burgemeester verplicht dient te worden toegevoegd aan de vergunningaanvraag klasse C en dat de gemeente Schaarbeek hier deel van uitmaakt;
Overwegende dat het advies dat dienst te worden uitgebracht in het kader van de hernieuwingsaanvraag van vergunning klasse C voor de kansspelinrichtingen van klasse III onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten wordt uitgebracht als het advies dat moet worden verstrekt voor een eerste aanvraag;

Overwegende dat het advies dat wordt uitgebracht in het kader van een hernieuwingsaanvraag voor een vergunning van klasse C bijgevolg een werk inhoudt dat vergelijkbaar is met het werk dat dient te worden geleverd in het kader van een eerste aanvraag;
Overwegende dat de aflevering van een advies in het kader van de toekenning van een vergunning van klasse C of van een hernieuwingsaanvraag betekent dat de gemeente- en politiediensten met name volgende elementen bevestigen:

- dat de inrichting zich wel degelijk bevindt op het grondgebied van de gemeente;
- dat de inrichting al dan niet een goede reputatie geniet;
- dat de uitbater geen administratieve sancties, politiemaatregelen of pv's van overtreding kreeg opgelegd;
- dat de inrichting over de vereiste toelatingen beschikt inzake de uitbating van gelegenheden van gegiste en geestrijke dranken;
- dat de inrichting beantwoordt aan alle wettelijke voorwaarden inzake stedenbouw, leefmilieu, hygiëne, veiligheid en geluidsoverlast;
- dat de uitbater in orde is met de betaling van de gemeentebelastingen op drankgelegenheden.

Overwegende dat de Burgemeester tevens een kopie dient voor te leggen van het bewijs van goed zedelijk gedrag van de persoon of personen waarvoor de vergunning van klasse C is bestemd;
Overwegende dat de gemeentelijke administratie tevens optreedt in het kader van het onderzoek en de vaststellingen op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en haar uitvoeringsbesluiten, door ieder nuttig document of aanvullende inlichting mee te delen alsook door de bijstand van de politiediensten te leveren aan de gerechtelijke politieofficiers en hulpofficiers van de Procureur des Konings die hiertoe werden aangeduid door de Kansspelcommissie (artikel 15§1, lid 2, 3 en 5 van de wet van 7 mei 1999);
Overwegende dat het samenstellen van een dossier om tot een advies te komen heel arbeidsintensief is voor de gemeente en de politiediensten;
Overwegende dat de dienst die wordt verstrekt door de gemeente en de politiediensten, waarvan zij de financiering gedeeltelijk op zich neemt, de invoering verantwoordt van een retributie die hier een compensatie voor is;
Overwegende dat de vrijheid van handel en industrie, bekrachtigd door de artikelen II.3 en II.4 van het Wetboek van Economisch recht, niet onbeperkt is en in ieder geval niet van die aard is dat zij de macht hindert van de gemeente om een belasting in te voeren bestemd om de uitgaven te dekken die een commerciële activiteit met zich meebrengt;
Overwegende dat een retributie van 2.575€, een som vertegenwoordigt van 515€ per jaar of van 42,92€ per maand, hetzij een bescheiden som die niet van dien aard is dat zij de vrijheid van handel van de belastingplichtigen buitenmatig hindert;
Overwegende dat deze retributie verschuldigd is zowel in het kader van een advies dat dient te worden verstrekt voor een vergunningsaanvraag van klasse C als voor een advies dat dient te worden verstrekt in het kader van een hernieuwingsaanvraag van vergunning klasse C;
Overwegende dat deze betaalbaar is vanaf de aanvraag tot advies van de Burgemeester en voor de aflevering ervan;
Overwegende dat deze retributie een periode dekt van 5 jaar overeenkomstig met de geldigheidsperiode van de vergunning;
Overwegende dat de gemeente overigens wenst te strijden tegen de vermenigvuldiging van de bingospelen in de drankgelegenheden gevestigd op het grondgebied van de gemeente;
Overwegende dat deze spelen noodlottige gevolgen hebben op de financiële, lichamelijke of mentale gezondheid van de spelers;
Overwegende dat de gemeente teneinde het risico op afhankelijkheid te beperken en de verslaving van de bingospelers aan banden te leggen, het aantal bingospelen aanwezig in een drankgelegenheid wil beperken;
Overwegende dat drankgelegenheden immers gemakkelijk toegankelijke plaatsen zijn, waarvan de omgeving gunstig is om het cliënteel aan te zetten tot de consumptie van de spelen die er aanwezig zijn;
Overwegende dat de gemeente om deze redenen het bedrag van de retributie wil verminderen voor de uitbaters van bingospelen waarvan de vergunning klasse C beperkt is tot één bingospel;
Overwegende dat het voordeel van deze vermindering zal worden toegekend aan de aanvrager die het bewijs bezorgt dat het aanvraagformulier voor de vergunning van klasse C de uitdrukkelijke vermelding bevat dat de gevraagde toelating betrekking heeft op de uitbating van één bingospel;
Overwegende dat voor deze laatsten het bedrag van de retributie wordt vastgesteld op 1.288€;
Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door dagbladhandelaars in werking is getreden op 5 maart 2022 (BS van 23 februari 2022), dat de voorwaarden regelt tot het aannemen van weddenschappen in dagbladhandels;
Overwegende dat het advies van de burgemeester dat wordt uitgebracht in het kader van een aanvraag of hernieuwingsaanvraag voor een vergunning van klasse F2 bijgevolg een werk inhoudt dat bijna vergelijkbaar is met deze van klasse C;
Overwegende dat de aflevering van een advies in het kader van de toekenning van een vergunning van klasse F2 of van een hernieuwingsaanvraag betekent dat de gemeente- en politiediensten met name volgende elementen bevestigen:

- dat de inrichting zich wel degelijk bevindt op het grondgebied van de gemeente;
- dat de inrichting minstens 200 verschillende titels van dag-, week- en maandbladen te koop aanbiedt;
- dat de aanname van weddenschappen slechts een nevenactiviteit is van de dagbladhandel;
- dat de inrichting als commerciële onderneming is ingeschreven in de Kruispuntbank voor ondernemingen en geen plaats is waar alcoholische dranken worden verkocht voor verbruik ter plaatse;
- dat de dagbladhandel enkel weddenschappen aanneemt tussen 6 uur en 20 uur;
- dat er geen bezwaren zijn met betrekking tot de plaatsing van maximaal 4 terminals of informaticatoepassingen om weddenschappen aan te nemen;
- dat de uitbater in orde is met de betaling van de gemeentebelastingen.

Overwegende dat de dienst die wordt verstrekt door de gemeente en de politiediensten, waarvan zij de financiering gedeeltelijk op zich neemt, de invoering verantwoordt van een retributie van 1.200€ ter compensatie;
Overwegende dat de gemeente teneinde het risico op afhankelijkheid wil beperken en de gokverslaving aan banden te leggen,
Overwegende de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken, dat het bijgevolg rechtvaardig is dat de begunstigde deze ten laste neemt;
Gelet bovendien op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 december 2025 en het administratief dossier;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT :
Artikel 1
Er worden ten gunste van de Gemeente retributies vastgesteld voor de dienstverstrekkingen, of de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.
Artikel 2
Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, de diensten en/of stukken worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.
Artikel 3
De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

§1 BEVOLKING – BURGERLIJKE STAND			
I - IDENTITEITSDOCUMENTEN EN TOEGANG TOT ELEKTRONISCHE DIENSTEN			
1) Verblijfstitels voor niet-Europese vreemdelingen (A,B,C,H,I,J,K,L,N)			
	a) Normale procedure		**7,80€**
	b) Dringende procedure		**62,40€**
2) Identiteitsdocumenten voor Belgen en Europese burgers of titels F, F+, M			
	a) Normale procedure		**8,40€**
	b) Dringende procedure		**62,40€**
	c) Zeer dringende procedure met afhaling bij FOD Binnenlandse Zaken (enkel voor ID-kaarten voor Belgen)		**53,60€**
	d) hernieuwing ID-kaart voor personen vanaf 75 jaar (30 jaar geldig) ten gevolge het buiten gebruik zijn van de chip		**5,00€**
3) Identiteitsbewijs voor Belgische en Europese kinderen of titels F, F+, M van minder dan 12 jaar (Kids-ID)			
	a) Normale procedure		**4,40€**
	b) Dringende procedure		**56,90€**
	c) Zeer dringende procedure met afhaling bij FOD Binnenlandse Zaken		**50,60€**
4) Identiteitsbewijs voor niet-Europese kinderen (A,B,C,H,I,J,K,L,N) van minder dan 12 jaar			
	a) Normale procedure		**3,70€**
	b) Dringende procedure		**47,40€**
5) Codes en digitale sleutels			
	a) voor iedere aanvraag van duplicaat van code PIN/PUK		**15,00€**
	b) digitale sleutel		
		i) voor de inwoners ingeschreven te Schaarbeek (eerste aanvraag)	**15,00€**
		ii) voor de inwoners ingeschreven te Schaarbeek bij de aflevering van een eerste inschrijvingsbewijs	**gratis**
		iii) voor de inwoners ingeschreven te Schaarbeek (hernieuwing)	**25,00€**
		iv) voor de inwoners niet ingeschreven te Schaarbeek	**50,00€**
II - REISPASSEN EN REISDOCUMENTEN :			
	a) Normale procedure		**25,00€**
	b) Spoedprocedure		
		Meerderjarige	50,00€
		Minderjarige (behalve verlengde minderjarigheid)	40,00€
III - RIJBEWIJZEN :			
	a) Definitief		**20,00€**
	b) Voorlopig		**20,00€**
	c) Internationaal		**24,00€**
IV - SAMENSTELLING VAN EEN DOSSIER			
	a) van Burgerlijke stand = geboorte, erkenning (vaderschap, moederschap, medemoederschap), adoptie, huwelijk,		**100,00€**

	wettelijk samenwonen en nationaliteit		
	b) van regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980:		25,00€
	c) van adreswijziging (per gezin)		**10,00€**
	d) bij afgifte van een eerste verblijfstitel in België (eerste inschrijving) of verlenging van een verblijfstitel na een ambtshalve schrapping of een schrapping wegens verlies van het verblijfsrecht (behalve voor inschrijvingen op het referentieadres bij het OCMW)		30,00€
	e) bij het ambtshalve inschrijven na de ontdekking van de aanwezigheid van een burger/een gezin op het gemeentelijk grondgebied zonder verzoek tot adreswijziging		**50,00€**
	f) van een geslachtswijziging		**150,00€**
	g) van een naamswijziging		**150,00€**
	h) van een voornaamwijziging		
		i. voor alle aanvragen, behalve indien tegelijkertijd een geslachtswijziging is aangevraagd	
		-eerste aanvraag	150,00€
		-iedere bijkomende wijziging	490,00€
		ii. **voor elke aanvraag die gelijktijdig met een geslachtswijziging is aangevraagd**	
		-eerste aanvraag	15,00€
		-iedere bijkomende wijziging	49,00€
		iii. voor burgers die oorspronkelijk geen voornaam hebben (in het kader van de aanvraag van de Belgische nationaliteit)	Gratis
	i) bij beëindiging van het wettelijk samenwonen		
		-voor alle verzoeken behalve eenzijdige verzoeken	**100,00€**
		-voor alle eenzijdige verzoeken	**100,00€**
V - AFLEVERING VAN DOCUMENT			
1) Certificaat, attest of uittreksel uit het register van de burgerlijke stand of Bevolking:			**10,00€**
	Zijn niet onderworpen aan deze retributie: kopieën van akten, uittreksels van akten en akten van huwelijk, geboorte, overlijden, nationaliteit en van bijgevoegd register, het strafregister, het bewijs van aanvraag of verwijdering van een grafzerk, attesten van woonst, woonst met historiek, gezinssamenstelling, nationaliteit, leven, betrouwbaarheid, zedelijkheid, wettelijke samenwoning, kiesgegevens verkregen via elektronische weg (met inbegrip via het documentenautomaat) bijlage 12, bijlage 18 en de modellen 2, 2bis en 8.		
2) Wettiging van handtekening			
	a) ouderlijke toestemming om te reizen (tenzij deze elektronisch wordt verkregen)		**10,00€**
	b) voor alle andere documenten die geen dubbele legalisatie door de FOD Buitenlandse Zaken vereisen		**10,00€**
	c) voor elk document dat een dubbele legalisatie door de FOD Buitenlandse Zaken vereist		**15,00€**
3) Voor eensluidend verklaren (behalve in gevallen waarin overeenkomsten met andere overheidsinstanties anders bepalen)			**10,00€**
4) Attest van tenlastneming (bijlage 3bis en 32 – KB 08/10/1981)			20,00€
5) De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (behalve de elektronische verblijfsvergunning)			
	a) Per document of per verlenging van de geldigheidsduur van documenten. Zijn bedoeld de bijlagen 3, 33, 35, 41 et 41bis, ontvangstbewijs art25/2 (bijlage 1), ontvangstbewijs art.9bis (bijlage 3) en inschrijvingsbewijs		**10,00€**
	b) Aflevering en Iedere verlenging van het inschrijvingsbewijs		**10,00€**
6) Arbeidsvergunning :			**2,00€**
VI - HUWELIJKSVOLTREKKING			
	a) Huwelijksboekje (alsook het duplicaat)		35,00€
	b) Huwelijk op woensdag		Gratis
	c) Huwelijk op vrijdag		**Gratis**
	d) Huwelijk op zaterdag (huwelijksboekje inbegrepen)		250,00€
	e) Muzikaal huwelijk op zaterdag (huwelijksboekje inbegrepen)		280,00€
VII - DIVERSEN			
1) Verbetering op basis van een gestaafd document:			

	a) van naam		
		i. voor alle aanvragen behalve de toepassing van persoonlijke status	30,00€
		ii. in het kader van de toepassing van persoonlijke status	Gratis
	b) van voornaam		30,00€
	c) van geboortedatum		100,00€
2) Opmaken van een akte van de burgerlijke stand op basis van een buitenlandse akte van de burgerlijke stand overeenkomstig artikel 68, lid 1, van het Burgerlijk Wetboek (ex-overschrijving)			40,00€
3) Opzoeken van inlichtingen in de registers, per uur en ieder begonnen uur dient te worden betaald:			**50,00€**
4) Taalbijstand, per bezoek:			20,00€
5) Opname van buitenlandse akten in de BSAB - alle akten die tegelijkertijd worden neergelegd (per dossier / per aanvraag)			**50,00€**
§2 STEDENBOUW – WERKEN			
1) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende:			
	a) het gelijkvormigheidattest voor toeristische logies		
		- voor toeristische logies van drie kamers of minder	100,00€
		- voor toeristische logies van vier kamers of meer	200,00€
	b) de stedenbouwkundige vergunningen en attesten in papieren versie met als voorwerp:		
		- bouwen, heropbouwen, verbouwen en/of plaatsing van een vaste inrichting (bvb terras)	350,00€
		- wijzigen van de bestemming of gebruik van het ganse of gedeelte van het bebouwd of onbebouwd goed (bvb parking)	350,00€
		- bouwen, heropbouwen, verbouwen, wijzigen van de bestemming of het gebruik van een bebouwd goed met het oog op de verhoging van het aantal woongelegenheden:	
		1. 1ste bijkomende woongelegenheid	500,00€
		1. vanaf de 2de bijkomende woongelegenheid, per eenheid	250,00€
		de maximale retributie bij de wijziging van het aantal woongelegenheden is beperkt tot 5.000€ per aanvraag	
		- plaatsen van reclameborden	1.000,00€
		- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord	250,00€
		- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken, verlenging van vergunningen…)	100,00€
		- ter regularisatie van een vastgestelde inbreuk, voortkomend uit:	
		a. een proces-verbaal van stedenbouwkundige inbreuk	1.500,00€
		b. een ingebrekestelling	1.000,00€
	c) de stedenbouwkundige vergunningen en attesten in digitale versie met als voorwerp:		
		- bouwen, heropbouwen, verbouwen en/of plaatsing van een vaste inrichting (bvb terras)	200,00€
		- wijzigen van de bestemming of gebruik van het ganse of gedeelte van het bebouwd of onbebouwd goed (bvb parking)	200,00€
		- bouwen, heropbouwen, verbouwen, wijzigen van de bestemming of het gebruik van een bebouwd goed met het oog op de verhoging van het aantal woongelegenheden:	
		1. 1ste bijkomende woongelegenheid	500,00€
		1. vanaf de 2de bijkomende woongelegenheid, per eenheid	250,00€
		de maximale retributie bij de wijziging van het aantal woongelegenheden is beperkt tot 5.000€ per aanvraag	
		- plaatsen van reclameborden	1.000,00€
		- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord	250,00€
		- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken, verlenging van vergunningen…)	50,00€
		- ter regularisatie van een vastgestelde inbreuk, voortkomend uit:	
		a. een proces-verbaal van stedenbouwkundige inbreuk	1.500,00€
		b. een ingebrekestelling	1.000,00€

	d) de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en attest opnieuw ingediend n.a.v. de toepassing van het artikel 178/2 van het BWRO op de oorspronkelijke aanvragen:		gratis
	e) de milieuvergunningen en certificaten met als voorwerp:		
		- een aangifte van klasse 3	250,00€
		- een nieuwe aanvraag van klasse 2	250,00€
		- een nieuwe aanvraag van klasse 1B	500,00€
		- een nieuwe aanvraag van klasse 1A	750,00€
		- een verlenging van vergunning	200,00€
		- een wijziging van vergunning van klasse 2	100,00€
		- een wijziging van vergunninghouder	100,00€
		- ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij proces-verbaal	750,00€
	f) Reproductiekosten van documenten (fotokopies)		
		zwart en wit - A4 - per blad	0,15€
		zwart en wit – A3 - per blad	0,25€
		kleur - A4 - per blad	1,00€
		kleur – A3 - per blad	1,50€
2) Documenten aangaande openbare en beperkte aanbestedingen en algemene offertes			
	a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,		
		- vast bedrag	5,00€
		- supplement per bladzijde of deel van bladzijde	0,25€
	b) plannen, schetsen, schema's		
		- per vierkante meter of deel van vierkante meter afgeleverd plan	2,50€
3) Documenten aangaande beperkte offertes:			
	a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,,		
		- minder dan 10 bladzijden	Gratis
		- 10 bladzijden	2,50€
		- supplement per bladzijde of deel van bladzijde boven de 10de	0,25€
	b) plannen, Schetsen, schema's		
		- minder dan één vierkante meter	Gratis
		- per meter of deel van vierkante meter boven de vierkante meter	2,50€
4) Plan van de Gemeente op ondoorschijnend papier:			
	- op 1/5000ste		7,50€
	- op 1/10.000ste		6,20€
§3 ARCHIEVEN			
1) Reproductie van archiefdocumenten			
	a) aanvraag van fotokopieën:		
		zwart en wit - A4 - per blad	0,15€
		zwart en wit – A3 - per blad	0,25€
	b) aanvraag van gescande documenten:		
		Klein formaat – max A3 – per blad	0,40€
		Groot formaat – per blad	5,00€
		+ op DVD	2,50€
	c) Reproductierechten:		

		Privaat gebruikt of in het kader van een wetenschappelijk onderzoek (memorie, thesis, enz.)	Gratis
		Openbaar gebruik ter informatieve titel en niet commercieel	Gratis
		Commercieel gebruik, forfait	25,00€
2) Opzoekingen van archiefdocumenten			
	a) per ¼ uur :		8,50€
	b) per uur :		16,00€
		- de retributie is begrensd tot drie uren opzoekingen	
§4 SECRETARIAAT			
Mededeling in de vorm van een kopie van een bestuursdocument volgens artikel 17 en volgende van het gezamenlijk decreet en ordonnantie d.d. 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen en artikel 84 van de nieuwe gemeentewet, per blad:			0,15€
§5 DIVERS			
1) Opmaak van slachtbewijzen voor het Offerfeest:			
	- buiten het gemeentelijk slachthuis van Schaarbeek		15,00€
	- met afspraak op het gemeentelijke slachthuis van Schaarbeek		25,00€
	Inschrijving als slachter		10,00€
2) Verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste niet-fiscale vordering, vanaf de 2de herinnering			15,00€
3) Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen			25,00€
4) Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op			
	a) de opening, de heropening, de overname enz. van drankslijterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid		300,00€
	b) de opening, de overname enz. van een nachtwinkel of private bureau voor telecommunicatie (phone shop)		300,00€
	c) een afwijking van de openingsuren van drankgelegenheden		300,00€
	d) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg		50,00€
	e) Voor het verkrijgen van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van:		
		- een prostitutie salon	1.500,00€
		- een « peeskamer »	250,00€
	f) de aflevering door de burgemeester:		
		- van een advies, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C	2 575,00€
		- van een advies, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C, wanneer de licentieaanvraag uitdrukkelijk beperkt is tot de uitbating van één enkel bingospel	1 288,00€
		- van een advies, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse F2 uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door dagbladhandelaars	1 200,00€

Artikel 4

De retributie aangerekend overeenkomstig onderhavig reglement dient vooraf, tegen ontvangstbewijs, betaald te worden in handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de bedienden die met de inning van de bedragen belast zijn.
In gevallen waarin vooruitbetaling niet mogelijk is, met name door tussenkomst van een andere autoriteit, worden retributies per factuur geïnd.

Artikel 5

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening; een uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor deze

autoriteiten op aanvraag van deze laatsten;

3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een verblijfscentra voor sociaal toerisme;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;
8. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
9. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
10. De kaarten, de identiteitsbewijzen en de duplicaten bedoeld in artikel 3, §1, I, punt 1 tot 3I, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal of de gevolgen ondergaat van een aanslag voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal of verlies of vernietiging (in het bovenstaande geval) van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal;
11. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;
12. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;
13. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij;
    - verklaring van inschrijving (bijlage 8 – papier versie)
    - document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis – papier versie)
    - aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 – KB 08/10/1981)
    - aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter – KB 08/10/1981)
    - melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)
14. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.
15. De bij artikel 3, § 1, VI, f) bedoelde retributie is niet verschuldigd ter gelegenheid van het huwelijk van een personeelslid
16. De bij artikel 3, §3, 2° bedoelde retributie is niet verschuldigd ter gelegenheid van een vraag tot opzoeking door een student

Artikel 6

Elk bezwaar wordt, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend, gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen. Het document is gedateerd en wordt ondertekend door de eiser of door zijn vertegenwoordiger.
De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

Artikel 7

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 8 - Minnelijke inning

In gevallen waarin vooruitbetaling niet mogelijk is, moet(en) de bedoelde(n) retributie(s) van dit reglement betalen worden binnen de 30 kalenderdagen na de datum van verzending door overschrijving op de rekening van de gemeentelijke administratie met de gestructureerde mededeling die op de factuur vermeld staan.

Artikel 9

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de aangewezen termijn, wordt een kosteloze herinnering naar de schuldenaar verstuurd die een termijn van 15 kalenderdagen krijgt om de betaling uit te voeren.

Artikel 10

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn wordt per aangetekende zending een ingebrekestelling naar de schuldenaar verstuurd, waarvan de portkosten voor rekening van de schuldenaar zijn. De schuldenaar heeft een termijn van 15 kalenderdagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 11 - Gedwongen invordering

Ingeval niet-betaling bij vervaltermijn van de minnelijke invordering en voor zover geen minnelijke klacht hangende is worden verdere stappen ondernomen door een gerechtsdeurwaarder op vraag van de Gemeenteontvanger en op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat door het College van Burgemeester en Schepenen bedoeld en uitvoerbaar verklaard wordt.
Conform de bepalingen van het Gerechtelijk wetboek zijn de kosten van deze procedure volledig voor rekening van de schuldenaar.
Ingeval een niet-fiscaal dwangbevel niet afgeleverd kan worden wordt de schuldenaar voor het gerecht gedagvaard op de wijze en in de termijnen voorzien door de burgerlijke en gerechtelijke wetboeken.

Artikel 12 - Beroep tegen een dwangbevel voor de invordering van een niet-fiscale schuld

De schuldenaar kan beroep indienen tegen het dwangbevel onder de voorwaarden en termijnen bepaald in Artikel 137bis van De Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald binnen de maand na betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.
Ingeval beroep nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit om de procedure op te schorten tot een vonnis in kracht van gewijsde is getreden.

Artikel 13
Onderhavig reglement wordt van kracht op 1 januari 2026 en vervangt het raadsbesluit van 16 december 2024 hernomen in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2025.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ

De Burgemeester,

Audrey HENRY